



Cahier des charges

**TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE ET D'INTERVENTION SUR
MATERIAUX (ou produits susceptibles de contenir de l'amiante)
AMIAANTÉS, FCR ET PLOMB EN MILIEU CONVENTIONNEL**

Référence : DAPS_S2MN_LFM_CDC_B24-05466

SOMMAIRE

1	Objet	4
2	Champs d'application	4
3	Présentation du CEA.....	6
3.1	Présentation générale.....	6
3.2	Les interlocuteurs CEA	6
3.2.1	Chef d'installation (CI) et ingénieur de sécurité d'installation (ISI)	6
3.2.2	Responsable de contrat d'installation (RCI)	7
3.2.3	Responsables nationaux du contrat	7
3.2.4	Chargé d'affaire/Pilote technique de l'accord-cadre	7
3.2.5	Référent amiante centre	8
4	Réglementation.....	8
5	Agrément et certification	8
6	Confidentialité.....	8
7	Exigences et conditions d'exécution	8
7.1	Exigences de sécurité	8
7.1.1	Généralités.....	8
7.1.2	Désignation d'un responsable sécurité	9
7.1.3	Modalités pour la surveillance médicale du personnel du Titulaire	9
7.1.4	Accidents de Travail et de Trajets	10
7.2	Exigences qualité/ environnement/ développement durable	10
7.2.1	Plan d'assurance de la qualité	10
7.2.2	Environnement	10
7.2.3	Développement Durable	11
7.3	Moyens humains	11
7.3.1	Description des profils.....	11
7.3.2	Responsable de site	11
7.4	Moyens matériels	12
8	Fonctionnement de l'accord	12
8.1	Déroulement général	12
8.2	Description d'une consultation spécifique	13
8.2.1	Dossier de consultation.....	13
8.2.2	Visite de site préalable.....	14
8.2.3	Remise des offres	15
8.2.4	Choix du Titulaire de la mission	15
9	Modalités d'exécution des prestations	15
9.1	Réunion de lancement du chantier	16
9.2	Réunions de suivi du chantier	16
9.3	Rencontre préalable avec les autorités (Poste 1).....	17
9.4	Préparation des documents administratifs réglementaires (Poste 2).....	17
9.4.1	Documents préalables à l'exécution des prestations	17
9.4.2	Documents requis en cours d'exécution de prestation	17
9.4.3	Documents requis en fin de prestation	19
9.5	Inspection commune préalable et plan de prévention.....	19
9.6	Coordination de sécurité et PPSPS.....	19
9.7	Installation du chantier (Poste 3).....	20
9.7.1	Travaux préparatoires	20

9.7.2	Installation du cantonnement de chantier	20
9.7.3	Servitudes électriques et fluides	20
9.7.4	Isolement, calfeutrement, confinement, sas	21
9.7.5	Installation de décontamination	22
9.8	Exécution des travaux (Poste 4).....	22
9.9	Contrôles sur chantier (Poste 5).....	23
9.9.1	Mesures d'empoussièrement.....	23
9.9.2	Examens visuels internes et externes amiante et FCR	24
9.9.3	Contrôles pour le plomb.....	24
9.9.4	Mesures dans eaux de rejet.....	24
9.10	Gestion des déchets (Poste 6).....	24
9.10.1	Conditionnement des déchets	25
9.10.2	Entreposage temporaire des déchets pendant la durée du chantier	26
9.10.3	Evacuation des déchets.....	27
9.11	Fin de chantier.....	27
9.11.1	Repli et nettoyage	27
9.12	Clôture des travaux.....	27
10	Missions associées et gestion de l'accord	27
10.1	Veille réglementaire	27
10.2	Gestion des documents	28
10.3	Compte-rendu de réunion	28
10.4	Réunions	28
10.4.1	Réunion d'enclenchement de l'accord.....	28
10.4.2	Suivi de l'accord	28
10.5	INTERFACES CEA / TITULAIRE.....	28
ANNEXE n°1 : Table des sigles et abréviations		30
ANNEXE n°2 : Textes et documents applicables		32
ANNEXE n°3 : Trame du rapport d'avancement TRImestriel national par centre.....		36
ANNEXE N°4 : Centres de Saclay et Fontenay-aux-roses (Lot n°1).....		37
ANNEXE n°5 : Centre de Marcoule (Lot n°2).....		37
ANNEXE n°6 : Centre de Cadarache (Lot n°3).....		37

1 OBJET

Le CEA confie pour une durée de 48 mois (24 mois fermes et 2 fois 12 mois en option), un accord-cadre en multi attribution pour des travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante (sous-section 3) ou pour toute intervention sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4) et/ou des Fibres Céramiques Réfractaires (FCR) ou en présence de plomb, dans les installations du CEA hors zones radiologiques délimitées afin de traiter des besoins récurrents et de montant inférieur à 300 000 euros hors taxes (hors coûts de traitement des déchets), pour l'ensemble des unités prescriptrices du CEA.

Lorsque des prestations dépassent le seuil de 300 000 euros hors taxes, elles peuvent, à discrétion du prescripteur, être traitées hors marché.

Cet accord-cadre s'applique aux travaux et interventions suivantes :

- Amiante seul,
- FCR seules,
- Plomb seul,
- Amiante et FCR,
- Amiante et plomb,
- FCR et plomb,
- Amiante, FCR et plomb.

Le CEA exige les mêmes conditions d'intervention pour les FCR et le plomb que pour les travaux en présence d'amiante sous-section 3 ou 4 (précision spécifiée au Titulaire lors de la visite préalable de chantier et indiquée sur la commande).

Dans le cas où le retrait d'amiante se révélerait impossible, il pourra être confié au Titulaire une mission complémentaire sur devis d'encapsulage des matériaux amiantés concernés.

Chaque Titulaire sélectionné aura obligation de répondre à chacune des consultations proposées par le CEA dans le cadre du présent accord. Chaque Titulaire pourra être amené à intervenir dans tous les bâtiments ou installations dont le CEA est le propriétaire (ex : installation exploitée par ORANO).

Les spécificités de chaque centre sont détaillées dans les annexes du présent document.

2 CHAMPS D'APPLICATION

Le champ d'application des travaux de retrait (ou d'encapsulage, le cas échéant) de matériaux contenant de l'amiante (sous-section 3) ou des interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4), hors zones radiologiques délimitées, comprend par exemple:

- La rénovation de bâtiments (intérieurs, extérieurs),
- La démolition de bâtiments,
- L'assainissement hors INB,
- Les travaux d'extérieurs,
- Les travaux sur enrobés bitumineux amiantés,
- L'intervention sur matériaux amiantés,
- La rénovation de réseaux fluides (électricité, eaux...),

- La mise au rebut d'équipement amiantés (établis, panneaux avec MCA des fours/sorbonnes),
- Etc.

Les matériaux amiantés pourront être ceux référencés dans les listes A, B et C de l'annexe 13-9 du décret 2011-629 du 3 juin 2011 du code de la santé publique ainsi que d'autres types de matériaux amiantés, contenant du plomb ou FCR (liste non exhaustive) :

- Dalles de sol,
- Colle,
- Ragréage,
- Conduit en amiante-ciment,
- Toiture en amiante-ciment,
- Bardage en amiante-ciment,
- Flocage,
- Calorifugeage,
- Faux-plafonds,
- Cloisons en fibrociment,
- Coffrage en amiante-ciment, fibrociment,
- Joints (fenêtres, porte coupe-feux, de bride, d'étanchéité, de dilatation...),
- Bandelette de tuyauterie,
- Revêtement bitumineux de toiture,
- Tresse,
- Matériaux dans une armoire électrique,
- Enrobés bitumineux amiantés,
- Etablis amiantés,
- Panneaux avec MCA sur équipements
- Etc.

Le Titulaire devra être en mesure, conformément à la réglementation, de pouvoir effectuer des travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante ou intervenir sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante listés ci-dessus.

Le Titulaire devra également être en mesure, conformément à la réglementation, d'effectuer des opérations de retrait ou d'interventions en présence de Fibres Céramiques Réfractaires.

Le Titulaire devra également être en mesure, conformément à la réglementation, d'effectuer des opérations de retrait ou d'intervention en présence de plomb.

Les travaux et interventions décrites ci-dessus pourront également être réalisées en présence de plomb.

En cas de sollicitation par le CEA d'une prestation complémentaire d'encapsulage, le Titulaire devra indiquer dans sa réponse qu'il est capable de réaliser la prestation demandée selon la réglementation en vigueur, ou bien, dans le cas contraire, faire part de son désistement durant la phase de consultation.

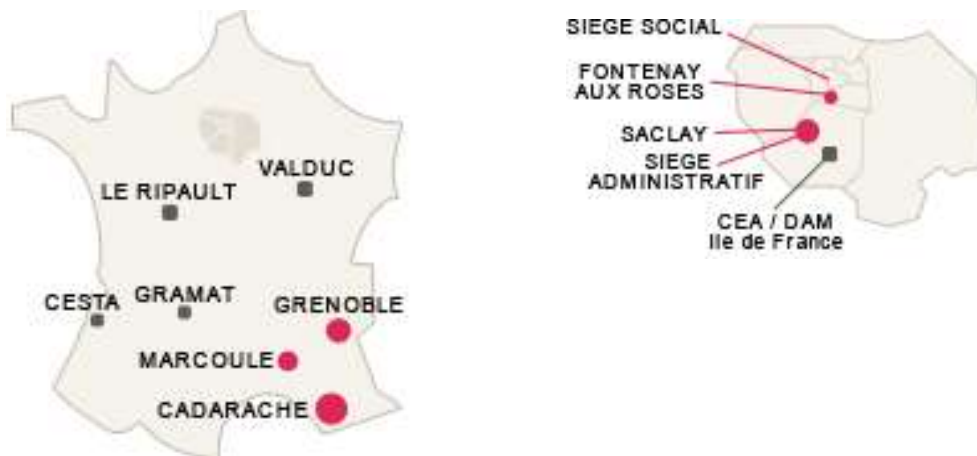
L'ensemble de ces prestations pourront notamment être réalisées dans des bâtiments du type ICPE, INB et INBS (hors zones radiologiques délimitées), ERP (Cf. table des sigles de l'Annexe n°1), tertiaires, industriels, halls d'expérimentations ou de stockage.

3 PRESENTATION DU CEA

3.1 PRESENTATION GENERALE

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives (CEA) est un **Etablissement public à caractère industriel et commercial (Epic)** intervenant dans le cadre de quatre missions : la défense et la sécurité, les énergies, la recherche technologique pour l'industrie et la recherche fondamentale). S'appuyant sur une capacité d'expertise reconnue, le CEA participe à la mise en place de projets de collaboration avec de nombreux partenaires académiques et industriels.

Le CEA est implanté sur neuf centres répartis dans toute la France (à noter que le centre de Paris-Saclay regroupe les implantations de Saclay et de Fontenay-aux-Roses) :



- CENTRES D'ÉTUDE CIVILS
- CENTRES D'ÉTUDE POUR LES APPLICATIONS MILITAIRES

Son organisation repose sur 4 directions opérationnelles : Direction des énergies, Direction des applications militaires, Direction de la recherche technologique, Direction de la recherche fondamentale

Ces directions sont structurées en départements ou instituts, services et laboratoires.

De plus amples informations sur le CEA, sont disponibles sur le site www.cea.fr.

L'ANNEXE n°1 : *Table des sigles et abréviations* du présent document donne une table des sigles, abréviations et définitions utilisés couramment par le CEA.

3.2 LES INTERLOCUTEURS CEA

Les « centres » sont les lieux d'implantation du CEA sur le territoire national ; ils constituent des établissements au sens du droit du travail et sont placés sous la responsabilité d'un Directeur de centre. Ils peuvent comprendre des zones d'implantation géographiquement distinctes mais qui leur sont rattachées administrativement.

Une « installation » est un ensemble, au sein d'un centre CEA, délimité sur le plan géographique et cohérent sur le plan technique et sur celui des moyens.

Au titre du présent accord, le Titulaire sera amené à échanger avec les interlocuteurs suivants :

3.2.1 Chef d'installation (CI) et ingénieur de sécurité d'installation (ISI)

Dans chaque installation, le Chef d'Installation (CI), par délégation du Directeur du Centre, détermine et conduit les actions préventives et correctives permettant d'assurer la maîtrise des risques inhérents à son installation. Il définit et met en œuvre les mesures les mesures visant à préserver la santé et la sécurité des personnels du CEA dans le

périmètre de son installation, ainsi que des biens. Il est assisté d'un Ingénieur de Sécurité d'Installation (ISI) qui le conseille dans la mise en œuvre des actions de prévention.

3.2.2 Responsable de contrat d'installation (RCI)

Par délégation du directeur de centre, le RCI veille à ce que l'entreprise extérieure chargée de la conduite complète de l'installation, qualifiée d'opérateur technique (OT), détermine et conduise les actions préventives et correctives permettant d'assurer la maîtrise des risques inhérents à l'installation, dans tous les domaines de la sécurité.

Au titre de ses obligations contractuelles vis-à-vis du CEA, le RCI exerce ses missions en tant que donneur d'ordre, et en particulier de son obligation de respecter le référentiel de sécurité et/ou de sûreté nucléaire de l'installation.

A noter que le CEA reste l'exploitant nucléaire de cette installation.

3.2.3 Responsables nationaux du contrat

➤ PILOTE TECHNIQUE NATIONAL

Le responsable technique du contrat anime, au sein de la Direction de la Sécurité et de la Sûreté Nucléaire (DSSN), le réseau des référents amiante des centres désignés comme représentants des centres au sein du GT Amiante du GEP, en lien avec les pilotes du contrat des centres, dans le but de partager les expériences respectives, d'harmoniser les meilleures pratiques et de faire bénéficier à tous des retours d'expériences.

➤ PILOTE ADMINISTRATIF NATIONAL

Le responsable administratif du contrat anime, au sein de la Direction des Achats et des Partenaires Stratégiques (DAPS), les aspects contractuels du marché national.

Il est le correspondant national privilégié du Titulaire sur toutes les questions administratives et financières.

Avec le responsable technique, il participe à l'organisation et à l'animation du comité de pilotage annuel lors duquel le Titulaire présente entre autres un bilan technique et financier de la prestation exécutée sur l'année passée.

3.2.4 Chargé d'affaire/Pilote technique de l'accord-cadre

Le pilote technique de l'accord-cadre, pour le lot du Centre concerné, est l'interlocuteur privilégié du Titulaire pour son centre y compris en gestion administrative et logistique. Il est possible, dans certains cas, que le pilote technique du contrat soit également référent amiante de son centre.

Un chargé d'affaire pourra être désigné par opération spécifique. Ce chargé d'affaire assure l'interface entre le Titulaire, les CI ou RCI, et l'unité achat du centre et le référent amiante centre. Ces fonctions principales en interfaces sont :

- la contractualisation des prestations pour le centre et leur suivi,
- la validation et le suivi de la planification des prestations,
- le contrôle du respect des exigences contractuelles,
- la gestion des réunions de suivi périodique et annuelle de contrat,
- l'établissement des bilans et des états de suivi des observations,
- l'évaluation des prestations,
- la prise en compte et le suivi des constats d'écart contractuel et des actions qui en découlent (audits, pénalités...).

3.2.5 Référent amiante centre

Dans chaque centre, un référent amiante (également nommé « correspondant amiante ») est nommé par le Directeur de centre.

Le référent amiante a pour mission, entre autres, de suivre les actions liées à l'amiante sur son centre. Il a un rôle d'assistance et de conseil auprès des acteurs du secteur amiante (CI, ISI, chargés d'affaires, services techniques etc.). Le contenu exhaustif de ses missions est disponible dans les annexes spécifiques de chaque centre ou sur demande du Titulaire.

4 REGLEMENTATION

Le Titulaire doit respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur au jour où il effectue son intervention, ainsi que les exigences spécifiques au CEA et établissements bénéficiaires, dans les domaines de la Sécurité, de la Qualité et de l'Environnement (Cf. annexes spécifiques à chaque centre, annexés au présent document). Le Titulaire exécutera les prestations dans le respect des règles de l'art de sa profession et du secteur concerné.

5 AGREMENT ET CERTIFICATION

Conformément au décret du 4 mai 2012, les travaux sur matériaux amiantés doivent être réalisés par une entreprise certifiée pour ce type d'opération (certification 1552 ou équivalente). Ces certificats, à jour pour la durée du chantier, sont établis en langue française par un organisme certificateur de qualification et doivent impérativement être fournis au CEA au stade de la remise des offres pour chaque consultation spécifique.

L'ensemble du personnel intervenant doit avoir suivi les formations conformément à la réglementation en vigueur.

6 CONFIDENTIALITE

Le Titulaire doit s'engager, compte tenu de la localisation et de la confidentialité de certaines installations, à :

- Ne transmettre aucun document à aucun tiers (hormis les autorités de tutelles) sans autorisation écrite du CEA,
- N'utiliser les documents nécessaires à cette prestation que dans le cadre de cette prestation,
- Restituer au CEA, l'ensemble des documents nécessaires à la prestation en fin de chantier sans en avoir effectué une quelconque reproduction ou sauvegarde.

7 EXIGENCES ET CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 EXIGENCES DE SECURITE

7.1.1 Généralités

Les dispositions du Chapitre 6 des Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA régissent les obligations du Titulaire, ainsi que de ses éventuels sous-traitants, dans les domaines de la sécurité, de la sûreté nucléaire et de la radioprotection.

La sécurité est une priorité absolue pour le CEA. Les exigences à respecter sont :

- Les lois et règlements en vigueur en matière de santé et de sécurité au travail,
- Les règles générales de Sécurité du CEA (chapitre 6 des CGA),

- Les règles de sécurité spécifiques à chaque site CEA.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- Faire appliquer par son personnel les exigences réglementaires en matière de santé et de sécurité au travail, les règles applicables au CEA et au PRE (Plan de Retrait ou d'Encapsulage le cas échéant) ou au MOP (Mode Opérateur) ;
- Faire intervenir du personnel dont la qualification et la compétence professionnelle sont en accord avec les exigences techniques et professionnelles liées à l'exécution du marché ;
- Toutes autres exigences indiquées dans les annexes spécifiques des centres ou consignes qui lui seront notifiées lors de l'émission de la FEB ou le CCT spécifique.

Comme indiqué à l'article 14 des CGA, le CEA peut réaliser des inspections et réunions de sécurité afin de s'assurer de l'exécution des mesures de prévention décidées et faire prendre si nécessaire de nouvelles mesures. Le Titulaire est tenu de désigner une personne participant aux inspections et réunions de sécurité.

Le Titulaire est tenu d'exécuter sa prestation dans les limites contractuelles, en respectant le cadre législatif et réglementaire (notamment le Code du Travail) ainsi que les dispositions mentionnées dans les procédures et les règles applicables du CEA et de chaque centre (Règlement intérieur, consignes spécifiques des installations, etc.). Ces documents sont tenus à disposition du Titulaire par le CEA. Les prestations se déroulent pendant les heures adaptées contractuellement à l'activité du Titulaire (Heures ouvrées ou heures non ouvrées), selon les spécifications indiquées dans la FEB ou le CCT Spécifique, ou à défaut dans l'annexe de chaque centre.

Des visites spécifiques au centre ou à la nature du chantier peuvent être effectuées par le CEA (ex : visite de la FLS, du SDIS, etc.) et sont notifiées au Titulaire dans la FEB ou le CCT Spécifique. Le Titulaire s'engage à ne pas entraver ces visites.

7.1.2 Désignation d'un responsable sécurité

Comme indiqué à l'article 13.5 des CGA, le Titulaire doit désigner parmi son personnel, un responsable sécurité doté de l'autorité, des moyens et compétences nécessaires, pour assurer le suivi et le respect des exigences imposées par la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail ainsi que les consignes propres aux installations où ont lieu les interventions. Les fonctions de responsable sécurité et de responsable de site (cf article 7.3.2) peuvent être assurées par la même personne uniquement si ses compétences recouvrent l'ensemble des responsabilités des deux profils et avec l'accord du CEA.

A ce titre, le responsable sécurité désigné est le correspondant du CEA pour toutes les exigences de coordination générales des mesures de sécurité qui s'imposent dans le cadre du code du travail et répond aux demandes du CEA en matière d'hygiène et de sécurité et notamment à toutes les exigences citées dans le présent cahier des charges.

7.1.3 Modalités pour la surveillance médicale du personnel du Titulaire

En toutes circonstances, il est de la responsabilité du Titulaire de prévoir le délai suffisant afin que l'aptitude médicale de ses travailleurs soit délivrée avant le début de la prestation.

Le Service de Prévention et Santé au Travail (SPST) du CEA peut prescrire des examens complémentaires conformément à l'article R. 4513-11 du code du travail.

7.1.4 Accidents de Travail et de Trajets

Conformément à l'article 13.6 des CGA, le Titulaire s'engage à informer le pilote technique du contrat ou le chargé d'affaires et le chef d'installation/RCI de tout accident survenu à l'un de ses travailleurs, tant sur le site du CEA que sur le trajet (aller et retour) lié à l'exécution de la prestation.

En complément, le Titulaire tiendra le CEA informé des possibles conséquences des accidents signalés, notamment en termes de gravité (nombre de jours d'arrêt), y compris les prolongations ou rechutes éventuelles.

Le Titulaire est tenu de réaliser l'analyse de ces accidents de travail pour lesquels il est impliqué et fait appliquer les mesures correctives retenues dans le cadre du retour d'expérience sans conséquence financière pour le CEA.

7.2 EXIGENCES QUALITE/ ENVIRONNEMENT/ DEVELOPPEMENT DURABLE

7.2.1 Plan d'assurance de la qualité

Le Titulaire doit apporter la démonstration qu'il possède une organisation permettant d'assurer la qualité de la prestation demandée et la traçabilité associée.

Pour ce faire, le Titulaire doit joindre à son offre un Projet de Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) qui sera remis au CEA et actualisé avant le démarrage effectif de toute prestation.

Ce document doit définir l'organisation, le rôle, les responsabilités et le contrôle mis en place par le Titulaire pour répondre aux besoins du CEA, notamment :

- les interfaces avec le CEA,
- l'organisation interne du Titulaire,
- les compétences que le Titulaire s'engage à maintenir pour réaliser les prestations et l'organisation associée,
- l'organisation permettant le respect des délais,
- les critères mesurables permettant de définir l'avancement physique des prestations,
- le traitement des non-conformités.

Ce PAQ doit être soumis, dans sa version définitive, à l'accord du CEA pour le lot concerné, pour approbation, pendant le premier trimestre de la prise d'effet du marché.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer des vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire doit laisser libre accès aux locaux et faciliter les audits qualité réalisés par le CEA ou tout tiers mandaté par lui. Le contenu de ces audits ne diminue en rien la responsabilité du Titulaire au regard de ses engagements.

S'il apparaît que certaines dispositions sont inappliquées, notification en est faite par le CEA au Titulaire qui présentera au CEA, dans les délais imposés, les modifications nécessaires.

7.2.2 Environnement

Pour les centres ayant mis en place leur propre système de management environnemental, le Titulaire devra prendre en compte les exigences associées dont :

- la connaissance de la politique applicable, les objectifs et cibles pouvant le concerner,
- la sensibilisation de son personnel et les enregistrements associés,
- la prise en compte des aspects environnementaux significatifs auxquels il est susceptible d'apporter une contribution,

Dans la démarche environnementale, il contribue à la maîtrise des consommations énergétiques (eau, gaz et électricité) et à la maîtrise des rejets, à la réduction et traçabilité des déchets, au tri sélectif, en étant force de proposition pour ces divers points, au même titre que pour les aspects sur lesquels il peut avoir une influence(s).

Le Titulaire utilise des produits, des fournitures respectueuses de l'environnement. Il tient à disposition du CEA, la liste des produits utilisés et leurs fiches de données de sécurité, avec la quantité stockée qui sont annexées au plan de prévention.

7.2.3 Développement Durable

En tant qu'entreprise responsable, le CEA s'inscrit dans les axes dégagés par le Grenelle de l'Environnement sur les aspects sociaux, sociétaux, et environnementaux. Sur ce dernier point, le CEA a engagé une politique volontariste pour participer à l'effort d'économies et d'utilisation rationnelle des ressources et de préservation de l'environnement, et mis en place le suivi d'un certain nombre d'indicateurs.

Dans le cadre de ses prestations, le Titulaire informe le CEA (pilote du contrat du centre) de tous points et anomalies susceptibles d'impacter l'environnement et autres dépenses énergétiques anormales

7.3 MOYENS HUMAINS

7.3.1 Description des profils

Le Titulaire affecte pour la durée de sa mission, pour la bonne exécution des prestations, un personnel apte, qualifié, compétent et en nombre suffisant. Il assure la formation de son personnel, et il doit notamment justifier qu'il dispose d'un nombre suffisant de personnel ayant suivi une formation appropriée pour assurer une continuité des prestations demandées par le CEA notamment en cas de congés, stages ou maladie du personnel habituellement en charge des prestations requérant ces niveaux de qualification et d'habilitation.

La Direction de chaque centre, se réserve la possibilité de suspendre temporairement ou définitivement l'accès aux installations pour non-respect du règlement intérieur du centre.

Le Titulaire devra affecter sur chaque chantier du personnel ayant une attestation de compétences aux formations spécifiées réglementairement. A minima, sur chaque chantier, le Titulaire devra affecter :

- Un encadrant technique,
- Un encadrant de chantier,
- Un nombre suffisant d'opérateurs de chantier.

L'encadrant de chantier sera joignable à tout moment par le CEA et capable d'intervenir sur site dans les plus brefs délais en cas de report d'alarme.

La réalisation de travaux sur les FCR et/ou le plomb doit être réalisée par du personnel formé pour intervention selon les dispositions de la SS4 à minima.

Quand les travaux ou interventions concernent conjointement des FCR et de l'amiante, ou du plomb et de l'amiante, le cadre réglementaire de l'amiante s'applique (y compris celui de la formation).

7.3.2 Responsable de site

Le Titulaire désigne un responsable de site (par centre et ses installations rattachées) et un suppléant présent lors des interventions ou joignable pendant les heures de prestations. Systématiquement, tout changement de l'un ou de l'ensemble des responsables de site du Titulaire, est communiqué, avec un préavis d'un mois minimum, au Pilote du contrat concerné.

Le responsable de site assure la responsabilité de la gestion, de la conduite et de la qualité de la prestation sur chaque centre. A ce titre, il approuve les documents livrés au CEA. Selon la nature de ses compétences, le responsable de site peut, avec l'accord du CEA, occuper également la fonction de responsable sécurité.

Le Titulaire est responsable de la structure et de l'organisation mises en place, de leur adaptation à la charge de travail, ainsi que de l'encadrement et de la logistique, afin d'assurer les prestations dans leur intégralité et dans les délais impartis pour respecter le planning.

7.4 MOYENS MATERIELS

Le Titulaire choisit, met en place et assure le bon fonctionnement et l'entretien des moyens matériels nécessaires à l'accomplissement de sa prestation.

Il est le seul garant de l'adéquation de ses moyens aux objectifs fixés dans ce cahier des charges.

Les équipements de protection individuels adaptés aux risques liés à la prestation sont également à la charge du Titulaire qui choisit, fournit, assure la formation de ses personnels à leur utilisation, leur mise en œuvre par ses travailleurs et l'entretien de ces équipements.

Toute introduction sur le centre d'équipements particuliers, par le Titulaire et à ses frais, ne peut se faire sans l'accord préalable et écrit du chef d'installation/RCI responsable des locaux concernés (plan de prévention).

Le Titulaire est responsable de tout dommage subi ou causé à des tiers par ces équipements.

Le Titulaire utilise des équipements et matériels en parfait état d'utilisation et conformes à la réglementation en vigueur, notamment au regard des vérifications réglementaires et étalonnages auxquels ils sont assujettis. L'ensemble de ces informations (étalonnage, documents techniques, visites initiales, rapports de vérifications, etc.) est tenu à disposition du CEA. L'utilisation de ces matériels doit être conforme à leurs destinations, spécifications et procédures d'utilisation.

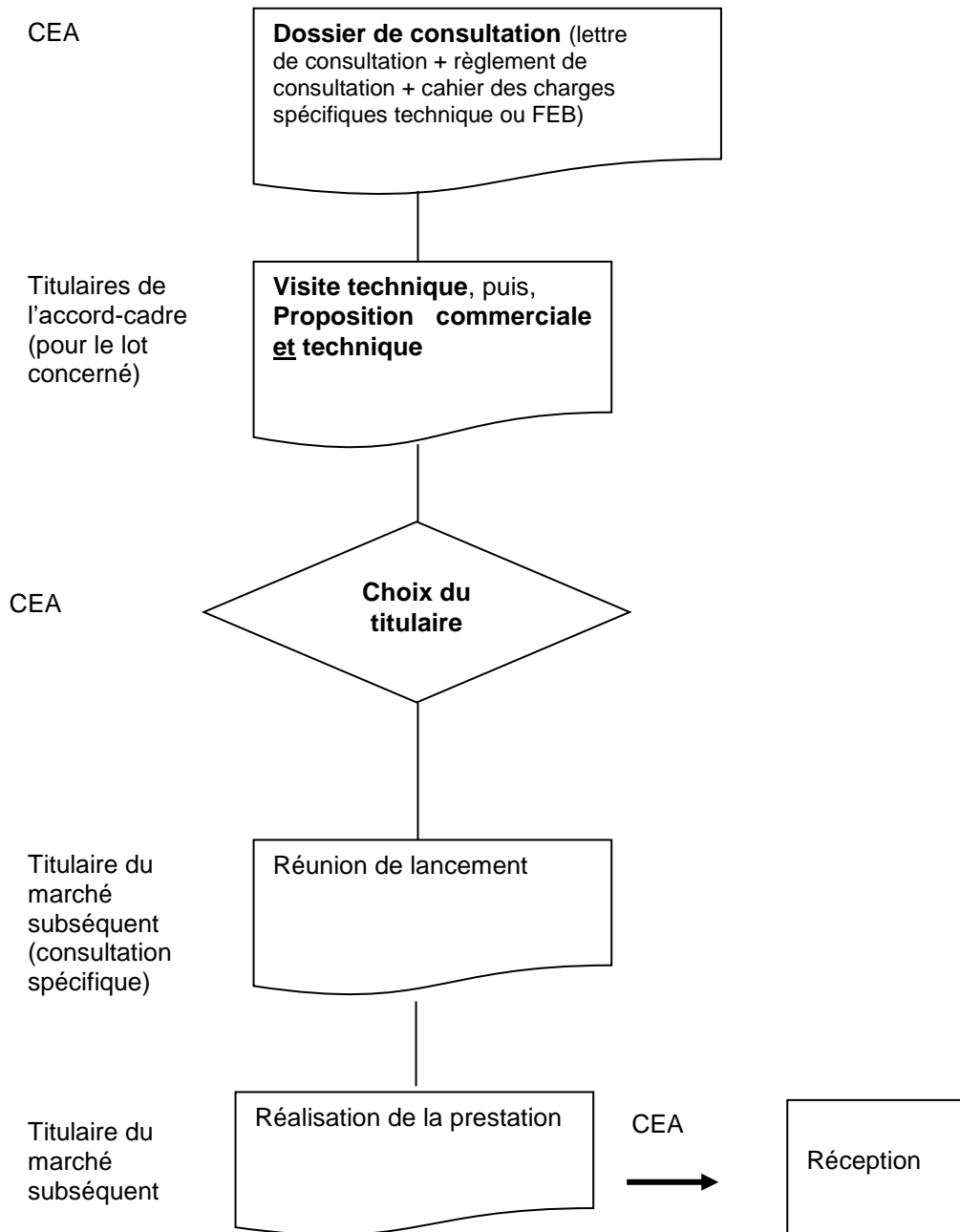
Le CEA ne prête aucun matériel au Titulaire, qu'il s'agisse d'équipements de travail ou d'équipement de protection individuelle spécifique (ex : tenue ignifugée NOMEX), sauf régime dérogatoire encadré selon les règles définies par le CEA (et les annexes de centres) et portant sur des dispositions écrites dans le marché initial, dans le plan de prévention signé par le Titulaire.

8 FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD

8.1 DEROULEMENT GENERAL

Le présent accord est en multi attribution auprès de Titulaires qui sont remis en concurrence à chaque nouveau besoin suivant le fonctionnement décrit ci-après.

Chaque consultation spécifique suit les étapes suivantes :



8.2 DESCRIPTION D'UNE CONSULTATION SPECIFIQUE

8.2.1 Dossier de consultation

La consultation, envoyée par le CEA aux Titulaires de l'accord-cadre, comprend les éléments suivants :

- la **lettre ou mail de consultation** détaillant :
 - l'identité des interlocuteurs commerciaux et techniques ;
 - les conditions de remise des offres,
- éventuellement un **règlement de consultation spécifique** (si absence de règlement spécifique, ce sont les critères de jugement du règlement du présent accord qui seront appliqués),
- le cahier des charges technique spécifique (**CCT Spé**) ou FEB.

Le cahier des charges technique spécifique précise les prestations que le CEA compte confier au Titulaire en termes de nature, périmètre, interfaces ainsi que l'organisation pratique pour l'exécution de la prestation. Les éléments permettant de faire le dimensionnement exact de la prestation demandée seront fournis.

La consultation transmise par le CEA doit donner toutes les informations utiles à sa traçabilité technique et commerciale (notamment celle des pièces jointes) et à sa gestion.

Le document d'expression de besoin doit comprendre au minimum les items suivants :

- le centre/antenne de réalisation de la prestation,
- le département concerné par la prestation,
- la description de la prestation (lieu, déroulé, stockage des déchets...),
- la date de la visite préalable,
- les dates souhaitées d'intervention ,
- le nom des différents interlocuteurs CEA (pilote technique du contrat centre, chargé d'affaire CEA, etc.),
- autres informations indispensables à sa gestion : référence de l'accord-cadre

Les documents (DTA et rapports de repérage avant travaux ou avant démolition, diagnostics plomb, repérages FCR) sont mis à disposition du Titulaire lors de chaque demande de travaux (voir détail dans les annexes spécifiques des centres).

La demande d'offre se fera par messagerie électronique ou, à l'initiative du CEA, par courrier ou via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

8.2.2 Visite de site préalable

La consultation spécifique, en vue de l'attribution d'un marché subséquent, précise la date et les modalités de la visite préalable.

Cette visite est obligatoire et permet l'évaluation technico-financière du chantier en constatant notamment les éléments spécifiques du chantier tels que:

- Les types de matériaux présents (amiante, FCR, plomb) et leur localisation,
- La nécessité de réaliser des repérages avant travaux complémentaires (à la charge du CEA),
- La validation avec l'installation des conditions d'implantation du chantier fluides accessibles (eau et électricité) vestiaires, sas, stockage de matériels, zone d'entreposage provisoire de déchets etc.),
- La consignation des fluides et énergies à prévoir par l'installation avant le démarrage du chantier avec remise par le CEA d'une attestation de consignation,
- Les contraintes d'exploitation et les interfaces à prendre en compte,
- Les matériels nécessaires à la réalisation des travaux (nombre et type d'extracteurs d'air, etc.),
- Le planning et points d'arrêts,
- Toutes informations permettant au Titulaire de réaliser l'analyse de risques de l'intervention,
- Etc.

Cette visite ne se substitue pas à l'inspection commune préalable prévue par les articles R. 4511-1 et suivants du Code du travail qui sera organisée par le CEA avant le début des travaux, ni à celle nécessaire à l'établissement du PPSPS dans le cas de travaux lors d'opérations de génie civil (art. R.4532-54).

8.2.3 Remise des offres

Le délai de remise des offres est de 5 jours ouvrés minimum et 8 jours au maximum après la visite, sauf urgence faisant suite à un incident dûment signalé.

La remise des offres se fait par messagerie électronique ou sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), selon la demande du CEA. L'offre technique et commerciale étant incluse dans un seul fichier au format pdf.

L'offre comprend au minimum :

- l'analyse du besoin du CEA selon la FEB ou le CCT spécifique,
- l'organisation du Titulaire pour exécuter la prestation,
- un descriptif technique d'intervention précisant le plan d'implantation prévu et le(s) processus envisagé(s),
- le planning,
- le chiffrage de la prestation.
- le(s) niveau(x) d'empoussièrement estimé(s), au sens de l'art R 4412-98 du Code du Travail (amiante),
- la mise en place d'un confinement statique ou dynamique pour les interventions sur FCR (couplées ou non à du plomb),
- toutes informations répondant aux critères de sélection.

8.2.4 Choix du Titulaire de la mission

Le CEA maintient à tout moment une stricte confidentialité entre les offres des différents Titulaires.

Le CEA dépouille les offres en tenant compte de la proposition technique et de la proposition commerciale conformément aux règles décrites dans le règlement de consultation spécifique.

Les éléments techniques principaux appréciés sont :

- La compréhension du besoin du CEA ;
- L'organisation spécifique mise en place pour la mission ;
- Le planning proposé.

9 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution décrites au présent article sont applicables au Titulaire de la commande spécifique.

Tous les travaux doivent être réalisés conformément à la réglementation et contiennent notamment les étapes suivantes :

- Réunion de lancement du chantier, si nécessaire,
- Rencontre préalable avec les autorités (Poste 1), si nécessaire,
- Préparation des documents administratifs réglementaires (Poste 2),
- Inspection commune préalable et plan de prévention (Articles R. 4511-1 et suivants du code du travail),
- PPS (art R.4532-54 et suivants du code du travail),
- Installation de chantier (Poste 3),
- Exécution des travaux (Poste 4),
- Réunion(s) de suivi de chantier,
- Contrôles sur chantier (Poste 5),
- Gestion des déchets (Poste 6),

- Fin de chantier,
- Réception des travaux.

Le nombre d'étapes et les modalités d'exécution sont à adapter en fonction de la nature du chantier (travaux en sous-section 3 ou sous-section 4, sur des FCR, combiné à du plomb ou non).

9.1 REUNION DE LANCEMENT DU CHANTIER

Le commencement de la prestation donne lieu à une réunion de lancement en présence du Titulaire et des représentants CEA afin de valider le besoin, les échéances, les modalités d'organisation et les données d'entrée.

Cette réunion de lancement examine les points suivants :

- présentation des interlocuteurs CEA,
- présentation des intervenants et de leur encadrement,
- validation par les parties du besoin, des échéances, des modalités d'organisation,
- validation de la complétude des données d'entrée,
- consultation du Dossier Technique Amiante (DTA), des repérages avant travaux (amiante, FCR, plomb) des bâtiments concernés par les travaux.

À partir des données fournies dans le présent cahier des charges et dans les documents d'expression de besoin, le Titulaire indique lors de la réunion de lancement, la liste prévisionnelle des documents qui sont émis.

Cette réunion fait l'objet d'un relevé de décisions rédigé par le Titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés et approuvé par le pilote technique du contrat centre ou chargé d'affaire, et diffusé par le Titulaire.

Dès réception de la commande par le Titulaire, ce dernier proposera une version du mode opératoire ou plan de retrait dans un délai de 2 semaines maximum. Dans le cas d'une intervention suite à sinistre ou à un incident, ce délai est ramené à 2 jours ouvrés.

L'installation qui a prévu de réaliser un chantier amiante en confinement dynamique ou de configuration d'accès complexes, pourra mettre en place une réunion avec la FLS, le SST et le Titulaire afin de définir les dispositions d'intervention des secours avant l'envoi du Plan de Retrait (PRE) ou du Mode Opératoire par l'entreprise aux autorités de contrôle et organismes de prévention.

9.2 REUNIONS DE SUIVI DU CHANTIER

Le suivi des chantiers donne lieu à des réunions formelles entre le responsable désigné du Titulaire et le Pilote du contrat qui pilote la mission concernée pour notamment :

- faire un point sur l'avancement de la prestation,
- faire un point sur les dispositions prévues en matière de sécurité (suivi des habilitations, suivi des mesures prévues au plan de prévention, point sur les écarts ou signaux faibles, insatisfactions éventuelles de l'installation),
- évaluer les écarts éventuels par rapport à l'expression de besoin et orienter, le cas échéant, les travaux du Titulaire,
- examiner les problèmes rencontrés par le Titulaire pouvant empêcher le bon déroulement de la prestation,
- définir les actions à entreprendre (qui, quoi, quand, comment).

La périodicité est fixée par le pilote technique du contrat ou le chargé d'affaires du CEA lors de la réunion de lancement de chaque marché subséquent et adaptée au type et à la durée de la prestation.

9.3 RENCONTRE PREALABLE AVEC LES AUTORITES (POSTE 1)

Le Titulaire peut être sollicité le cas échéant par le CEA pour présentation de l'organisation des travaux aux autorités compétentes (CARSAT, IT, OPPBTP).

9.4 PREPARATION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS REGLEMENTAIRES (POSTE 2)

Un ensemble de documents réglementaires, listés ci-dessous, sont requis pour l'intégralité de la prestation.

Le Titulaire se conforme à la réglementation spécifique à la sous-section 3 ou 4 (amiante) et/ou FCR et/ou plomb requise à chaque chantier pour la rédaction, l'émission et la transmission aux autorités compétentes des documents réglementaires (plan de retrait, mode opératoire...).

L'envoi des documents obligatoires aux autorités compétentes est à la charge du Titulaire.

Pour les interventions sur les FCR (couplées ou non avec une intervention sur du plomb), le Titulaire applique un formalisme adapté et de type mode opératoire, sauf pour l'envoi des documents aux autorités compétentes.

9.4.1 Documents préalables à l'exécution des prestations

Afin d'établir le PRE ou mode opératoire du chantier, le CEA met à disposition les Dossiers Techniques Amiante ainsi que les rapports de repérage avant travaux/démolition. Les modalités de transmission et de consultation de ces DTA et repérages sont précisées dans les annexes de chacun des centres.

En sus de ses obligations réglementaires liées au PRE ou mode opératoire, le CEA demande au Titulaire de se conformer aux éléments suivants :

- Utilisation d'un modèle de plan de retrait issu de la trame entreprise (en plus de la version DEMATAMIANTE) ou de mode opératoire pour les lots le mentionnant dans leurs annexes spécifiques (cf. annexes spécifiques des centres), complété le cas échéant par les documents spécifiques du chantier (autorisations ou informations de la Direction à prévoir, selon les centres) ;
- Transmission du plan de retrait ou MOP au pilote technique ou au chargé d'affaire du contrat de chaque centre ou à un autre interlocuteur désigné (exemple : CI/RCI) avant envoi à l'inspection du travail, à la CARSAT et OPPBTP (voir conditions d'acceptation par le CEA dans annexe spécifique centre) ;
- Fourniture au CEA de l'accusé réception du document ainsi que de tout échange (réponse, commentaire) émis par les autorités compétentes sur le document transmis ;
- Rédaction des mises à jour nécessaires du plan de retrait (avenants) ou MOP (évolutions) avec prises en compte des demandes et remarques des autorités compétentes ;
- Transmission des Fiches de Données Sécurité de tous les produits utilisés sur le chantier.

Les modalités spécifiques à chaque centre, de mise en œuvre du plan de retrait ou du mode opératoire, sont définies dans les annexes du centre concerné (délais particuliers, autorisations spécifiques par le Directeur de centre, etc.).

9.4.2 Documents requis en cours d'exécution de prestation

Le Titulaire tient sur le chantier l'ensemble des documents (rédigés en français) nécessaires à la réalisation des travaux, à la vérification des matériels utilisés, à l'utilisation et la surveillance des équipements. Si le Titulaire fait appel à une entreprise sous-traitante, ces documents sont également requis pour l'entreprise sous-traitante ainsi que pour ses salariés.

Pour les travaux amiante :

- le Plan de Retrait ou d'Encapsulage et ses avenants ou le MOP,
- la certification à jour (AFNOR, QUALIBAT, GLOBAL) de l'entreprise,

- l'accusé réception des organismes pour les Modes opératoires (IT, OPPBTP, CARSAT, Médecine du travail) par le Titulaire,
- Preuve d'envoi et de dépôt via DEMATAMIANTE pour les PRE
- l'attestation d'assurance du Titulaire pour le risque amiante,
- les attestations de compétences certifiées (encadrement technique + encadrement chantier + opérateurs ou cumul de fonctions pour la sous-section 4) ;
- l'extrait de contrat de travail CDI / ou attestation Employeur de CDI pour chaque intervenant,
- les certificats de sauveteur secouriste du travail à jour des recyclages de formation, pour les sauveteurs secouristes du travail de l'entreprise affectés au chantier
- toutes les formations et habilitations jugées utiles pour l'opération (échafaudage (montage et vérification), autorisations de conduite, habilitations électriques, travail en hauteur et port des équipements de protection individuelle (EPI) dédiés...),
- les plans, croquis, schémas concernant l'implantation du chantier, des locaux et équipements concernés par le traitement, etc.,
- les notices d'utilisation des matériels : extracteurs d'air, groupe électrogène, chauffe-eau, pompe, appareils de protection respiratoire, installation de production d'air comprimé respirable, etc.,
- les procès-verbaux de vérification des installations et matériels,
- les fiches de données de sécurité des produits utilisés,
- la liste des numéros de téléphone des personnes d'astreinte et des services de secours,
- le registre du personnel et des visiteurs indiquant pour chacun le nom, la qualité, la date de l'habilitation, les heures d'entrée et de sortie, le type d'EPI utilisé, etc. Une copie des avis d'aptitude médicale du personnel sera annexée à ce registre,
- le registre d'affectation et d'entretien des appareils de protection respiratoire indiquant, par numéro de masque, le nom de la personne à qui il est affecté, la date du dernier contrôle, les résultats des contrôles effectués ainsi que les révisions faites (changement de visière, de bride, etc.),
- le registre des filtres indiquant, par type de matériel (aspirateurs, appareils de protection respiratoire, épurateurs de l'air respirable, groupes déprimogènes, filtres à eau) et par numéro, les dates et heures de changement de chaque type de filtre,
- le registre de contrôle du confinement indiquant les dates et heures :
 - des contrôles de dépression avec la référence aux bandes d'enregistrement,
 - des contrôles de fumée ainsi que la nature des réparations éventuelles effectuées,
- le registre des contrôles d'empoussièrement indiquant la nature et les dates des contrôles effectués pendant les travaux : point zéro, prélèvements d'atmosphère dans la zone de travail, dans les sas, à l'extérieur de la zone de travail, bandes d'enregistrement du comptage en continu, prélèvements d'atmosphère réalisés pour le compte de l'entreprise avant les prélèvements de restitution faits par le maître d'ouvrage, etc., et les résultats et rapports correspondants,
- le registre des déchets composé du document d'acceptation des déchets par les centres de traitement et les copies de tous les bordereaux de suivi des déchets (sauf spécification en annexe centre).

Tous ces registres peuvent être regroupés dans un seul document et sont tenus à la disposition du CEA.

Pour les travaux sur FCR et/ou plomb uniquement, le Titulaire doit fournir au CEA, préalablement à l'intervention, un document dont le plan est semblable à celui d'un MOP ou d'un PRE amiante (sauf pour la stratégie d'échantillonnage : contrôle de la VLEP uniquement ; le Titulaire devra néanmoins estimer l'empoussièrement du chantier pour les FCR). Le document doit être concis et spécifique au chantier. Les documents ne sont pas transmis aux organismes. Quand les travaux concernent la présence simultanée d'amiante et de FCR ou plomb, les travaux sont décrits dans le même document. La démarche est celle liée aux obligations relatives à l'amiante.

9.4.3 Documents requis en fin de prestation

La clôture des travaux n'est prononcée qu'après la remise au CEA par le Titulaire du rapport final d'intervention contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux, comportant notamment (adapté en fonction du chantier) :

Pour l'amiante :

Les informations demandées réglementaires selon l'article R. 4412-139 du Code du Travail :

- Les mesures de niveau d'empoussièrement
- Les CAP déchets,
- Un plan de localisation de l'amiante mis à jour dans le périmètre du chantier.

En complément, le titulaire devra fournir :

- Le PRE et les éventuels avenants ou le MOP,
- Le journal de chantier (entrées/sorties en zones amiante, etc.),
- Le recueil des PV et analyses des différentes mesures d'empoussièrement réalisées par un organisme accrédité, consignations, etc.
- Type et quantité d'amiante
- BSDA et bordereaux des autres déchets,
- Le PV de réception et de levées des réserves.

Pour le plomb et les FCR :

- Le MOP plomb ou FCR
- La preuve du BSD via Trackdéchets
- Le CAP déchets
- Type et quantité de plomb ou FCR retirée
- Le recueil des PV et analyses des différentes mesures surfaciques réalisées par un organisme accrédité, consignment lorsqu'elles sont à la charge du Titulaire.

9.5 INSPECTION COMMUNE PREALABLE ET PLAN DE PREVENTION

Avant chaque chantier, une inspection commune préalable est réalisée à l'initiative du CEA au cours de laquelle un plan de prévention est rédigé. Cette réunion se déroule au sein de l'installation concernée par les travaux.

La participation du responsable sécurité représentant le Titulaire et doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires ainsi que de représentants de ses sous-traitants éventuels est obligatoire. A cette occasion, une analyse commune des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et le matériel est réalisée. Cette analyse permet de définir, d'un commun accord, les mesures à prendre par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.

Le CEA, pourra à des fins de coordination de la sécurité de l'opération, organiser des visites et des réunions d'inspection périodiques.

Ces différents éléments sont consignés dans un plan de prévention (PdP) écrit qui doit être rédigé et signé par les différentes Parties (sous-traitants inclus). Ce PdP doit être obligatoirement connu de tout le personnel intervenant dans l'opération. Il est de la responsabilité du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants de communiquer le PdP à leurs salariés et de mettre en œuvre les mesures de préventions qui sont à leur charge.

9.6 COORDINATION DE SECURITE ET PPSPS

Avant chaque chantier réalisé au sein d'une opération de bâtiment et génie civil, le coordonnateur SPS doit procéder à une inspection commune.

Cette inspection est destinée à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

Ces éléments seront consignés dans le PPSPS.

9.7 INSTALLATION DU CHANTIER (POSTE 3)

9.7.1 Travaux préparatoires

Le CEA aura la charge de préparer la zone et spécifiera au Titulaire dans l'expression de besoin (FEB ou CCT Spécifique) l'état de la zone et des consignations.

9.7.2 Installation du cantonnement de chantier

Une zone permettant d'implanter les installations de chantier (cantonnement, zone de stockage de matériel, zone de stockage des déchets...), est définie d'un commun accord entre le CEA et le Titulaire suite à la visite de site préalable lors de la consultation, prévue au 8.2.2.

Les itinéraires suivis par les salariés du Titulaire pour se rendre du cantonnement à la zone de travaux, procéder à l'évacuation et à l'entreposage temporaire des déchets seront abordés entre le CEA et le Titulaire lors de l'établissement du Plan de Prévention ou du PPSPS.

L'installation de cantonnement (vestiaire, douche, salle de repos, WC...) est à la charge du Titulaire. Le CEA peut mettre à disposition des douches et vestiaires pour les chantiers qui ne requièrent qu'une douche d'hygiène après décontamination.

La zone de cantonnement n'est pas reliée directement au tout à l'égout (cf. section 9.6.3). Le Titulaire prendra ses dispositions en conséquence.

9.7.3 Servitudes électriques et fluides

La disponibilité de l'électricité et de l'eau est indiquée au Titulaire au stade de l'expression du besoin pour chaque prestation.

Si la zone de travail ne comporte pas d'électricité ni d'eau dans les plages de fonctionnement nécessaires au Titulaire, l'entreprise doit assurer sa propre autonomie.

➤ La fourniture, l'installation et le raccordement des coffrets de chantier sont à la charge du Titulaire (sauf cas précisés en annexes spécifiques). Aucun raccordement ni coupure des réseaux ne peut être entrepris sans l'accord préalable et explicite du Chef d'Installation ou RCI. Un contrôle par un organisme accrédité doit être réalisé, à la charge du Titulaire, après chaque installation.

Le raccordement en fluides nécessaires pour l'exécution de la prestation est à la charge du Titulaire jusqu'au point de raccordement défini. Le raccordement du coffret dans une armoire électrique appartenant au CEA est à la charge du CEA. Le Titulaire doit fournir préalablement un bilan de puissance électrique nécessaire en cas de raccordement sur le réseau CEA.

Si le CEA dispose d'un système de secours (ex : groupes électrogènes), le Titulaire pourra être autorisé à l'exploiter selon les modalités et conditions fixées par les centres.

- Quand un point d'eau sera mis à disposition du Titulaire, il restera à sa charge de mettre en place les moyens d'alimentation jusqu'au chantier.
- Le Titulaire devra récupérer dans des contenants tampons adaptés (de type Grands Récipients pour Vrac), l'ensemble des effluents générés lors du chantier (eau des douches notamment) pour analyse avant l'acceptation de rejet dans le réseau des effluents industriels de chaque centre. Ces indications seront précisées dans les annexes de chaque centre. Pour certains chantiers selon les annexes de chaque centre, le Titulaire devra prendre en charge l'évacuation des effluents générés.
- Air respirable : sauf indications contraires (voir annexes spécifiques), la fourniture d'air respirable est à la charge du Titulaire et doit répondre aux exigences prévues par le guide « Règles de sécurité pour la production, la distribution, et la qualité de l'air respirable dans les installations du CEA ». Les systèmes de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé de type CUBAIR ne peuvent être utilisés dans l'exécution des prestations.

9.7.4 Isolement, calfeutrement, confinement, sas

Le Titulaire a la charge de la mise en œuvre des matériaux permettant l'isolement, le calfeutrement et le confinement statique et/ou dynamique de la zone de travail. Il a également la charge de la mise en œuvre du sas « personnel » et « matériels » conformément à la réglementation et aux règles de l'art. Aucun consommable n'est fourni par le CEA.

Le matériel sera adapté au niveau d'empoussièrement défini dans l'analyse de risques préalable à chaque chantier. Pour chaque chantier, le Titulaire aménagera des fenêtres dans le confinement de la zone de travail permettant de visualiser le chantier depuis l'extérieur.

Point d'arrêt CEA : Après l'installation du confinement dynamique, une visite de la zone par le chargé d'affaire ou pilote technique de l'accord-cadre est réalisée avant démarrage des travaux pour vérifier la bonne mise en œuvre des mesures de prévention et prendre acte des résultats des tests d'étanchéité du confinement (test fumée).

En fonction des centres (cf. annexe propre au centre concerné), le Titulaire doit pouvoir (à partir d'un chantier en niveau 2 d'empoussièrement) être au courant des alertes de chute de dépression en permanence et prévoir une astreinte pour les interventions hors horaire normal.

En fonction des centres (cf. annexe propre au centre concerné), un exercice de sécurité pourra être mis en place avec la FLS dès lors qu'il y a un confinement dynamique (niveau d'empoussièrement de 2) et/ou des accès complexes.

Lorsque des équipements doivent fonctionner 24h/24h, le Titulaire s'organise pour assurer leur approvisionnement en énergie (en tenant compte des contraintes d'accès au site) et garantit la sécurité des installations, face au risque d'incendie notamment.

Le Titulaire met en place un contrôle en permanence de la température à l'intérieur du confinement de la zone de travail afin de valider la durée des vacations de ces opérateurs.

Le Titulaire doit prévoir une sortie de secours identifiée au niveau du confinement et préciser les modalités d'évacuation d'un blessé dans sa procédure. La procédure doit être transmise au CEA ou incluse dans le PRE ou MOP.

La FLS du centre doit être prévenue en cas d'accident. Le personnel du Titulaire affecté par l'accident est ensuite pris en charge par le SPST.

Des aménagements comparables devront être prévus et mis en place en fonction de la technique d'intervention, en particulier si elle génère de la poussière pour les FCR ou le plomb.

9.7.5 Installation de décontamination

Le Titulaire doit veiller à ce que les installations permettant la décontamination soient conçues, équipées, entretenues et ventilées de manière à permettre la décontamination des travailleurs, des équipements de travail et des déchets. Les installations de décontamination des travailleurs sont distinctes de celles des équipements de travail et des déchets sauf si la configuration du chantier ne le permet pas. Elles constituent les seules voies de sortie depuis la zone de travail vers l'extérieur, à l'exception de manœuvre de secours.

Le Titulaire doit veiller au balayage d'air non pollué dans les installations de décontamination afin d'assurer la salubrité et empêcher tout transfert de pollution en dehors de la zone de travail.

9.8 EXECUTION DES TRAVAUX (POSTE 4)

Chaque chantier doit être considéré comme un cas particulier. Les règles de prévention à mettre en place, après la phase d'analyse des risques par le Titulaire, doivent être adaptées à :

- la configuration générale du lieu,
- la surface à traiter,
- la nature du bâtiment,
- l'occupation des autres locaux dans le bâtiment,
- tout autre paramètre pouvant avoir une influence sur la santé et la sécurité des opérateurs ou des autres occupants des locaux, pendant et après le chantier.

Les processus de traitement des matériaux contenant de l'amiante ou des FCR ou du plomb sont choisis de façon à :

- limiter l'exposition des travailleurs aux matériaux pendant les travaux,
- réduire au niveau le plus faible possible l'émission de fibres ou de poussières dans l'environnement du chantier,
- faciliter l'enlèvement des débris et l'élimination des matériaux, en fonction de la nature et de la géométrie du support,
- réduire à un niveau acceptable la charge physique des salariés compte tenu de la pénibilité et des contraintes de ces chantiers.

La dépose de l'amiante doit s'effectuer conformément au plan de retrait, à la réglementation en vigueur et aux repérages de l'amiante. Le Titulaire doit prévenir le CEA de toute présence d'amiante (non identifiée initialement) lors de l'opération.

Amiante

Dans le cas où l'empoussièrement est très important (au-delà de la capacité de traitement du Titulaire), le CEA peut être amené à renoncer à son opération ou à trouver des entreprises hors du présent accord cadre, ayant mis au point des processus innovants qui garantissent le respect des seuils réglementaires.

Plomb

Le Titulaire doit tenir compte des risques liés à l'exposition au plomb lors de la préparation et de l'exécution du chantier. Lorsque les travaux concernent des travaux de retrait ou des interventions en présence combinée de matériaux amiante ou FCR et de plomb, le Titulaire doit également respecter les dispositions du code du travail

relatives à la prévention du risque chimique et aux substances cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction et à celles spécifiques au plomb et à ses composés (articles R. 4412-59 à R. 4412-93, article R. 4451-152 et articles R. 4412-156 à R. 4412-160 du code du travail).

Le code du travail fixe pour le plomb et ses composés une valeur limite biologique (VLB) et une valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) réglementaire à ne pas dépasser. Le Titulaire mettra en place les équipements de protection individuelle adaptés permettant de respect des valeurs limites réglementaires définies pour les différents risques associés.

Les moyens de prévention (protections collectives et individuelles) sont à adapter aux types de travaux à réaliser (ex : décapage chimique, grattage, sablage, etc.).

9.9 CONTROLES SUR CHANTIER (POSTE 5)

Le Titulaire doit établir et mettre en œuvre son programme de contrôles conformément aux dispositions du code du travail et du code de la santé publique afin de vérifier le respect des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) et publiques.

9.9.1 Mesures d'empoussièrement

Amiante

Rappel de la VLEP : 10 fibres/l sur 8h (article R. 4412-100 du code du travail)

Des mesures sur opérateurs (METOP) seront réalisées par le Titulaire en fonction de son évaluation des risques. Le CEA se réserve la possibilité de demander cette mesure pour certains chantiers (voir FEB).

Le Titulaire doit faire réaliser par un organisme accrédité par une instance d'accréditation, telle que le Comité français d'accréditation (COFRAC), des mesures d'empoussièrement conformément à la stratégie d'échantillonnage adaptée au chantier aussi bien en zone amiante que hors zone amiante afin de vérifier le taux d'empoussièrement réel et de pouvoir si nécessaire apporter les mesures correctives adéquates.

Les résultats de ces mesures doivent être transmis au CEA au fur et à mesure. Le CEA peut demander des mesures d'empoussièrement spécifiques (voir FEB).

Lorsque le Titulaire constate que le niveau d'empoussièrement est supérieur au niveau prévu dans l'analyse préalable de risque, il suspend les travaux, met en sécurité le chantier, prévient le CI/RCI puis le Pilote de contrat centre ou le chargé d'affaires, et met en place des mesures correctrices.

En cas de dépassement du seuil de 5 fibres/litre autour du chantier, le Titulaire doit informer immédiatement le CI/RCI puis le pilote de contrat ainsi que le préfet et indiquer les raisons et mesures prises pour y remédier.

A la fin du chantier, après dépose du confinement, les résultats des mesures d'empoussièrement de l'air dites « fin de chantier » réalisées par le Titulaire devront respecter la valeur définie par le code de la santé publique pour l'amiante (5 fibres/l) et être inférieures ou égales au résultat du point 0.

Dans le cas contraire, le Titulaire aura entièrement à sa charge le nettoyage complet de la zone et la réalisation de nouvelles mesures d'air.

FCR

Rappel VLEP : 0,1 fibre /cm³ sur 8h.

Pour les travaux en présence de FCR, des mesures sur opérateurs (METOP) seront réalisées par le Titulaire en fonction de son évaluation des risques. Le CEA se réserve la possibilité de demander cette mesure pour certains chantiers (voir FEB).

Plomb

Rappel VLEP : 0, 1 mg/m³ sur 8h.

Pour les travaux en présence de plomb, des mesures sur opérateurs (METOP) seront réalisées par le Titulaire en fonction de son évaluation des risques. Le CEA se réserve la possibilité de demander cette mesure pour certains chantiers (voir FEB).

9.9.2 Examens visuels internes et externes amiante et FCR

Les examens visuels seront réalisés conformément au dispositif réglementaire en fonction de la typologie des travaux.

Les examens visuels internes sont à la charge du Titulaire.

L'examen visuel externe avant la mesure d'empoussièrement de première restitution et avant la dépose du confinement permettant de vérifier que le retrait des matériaux contenant de l'amiante a été correctement réalisé est à la charge du CEA. Il en est de même pour le deuxième examen visuel avant le départ du Titulaire.

Le CEA se réserve la possibilité de mandater un opérateur de repérage pour réaliser des examens visuels complémentaires (à sa charge) dans les cas non prévus par la réglementation (hors Code de la Santé Publique).

Le Titulaire a la responsabilité du bon fonctionnement des SAS, confinements, etc. Si une non-conformité est décelée, le Titulaire doit remédier aux remarques émises.

FCR/Plomb

Le CEA se réserve la possibilité de mandater une tierce partie pour réaliser des examens visuels spécifiques.

9.9.3 Contrôles pour le plomb

La nécessité de réaliser des contrôles surfaciques (mesure initiale et mesure de fin de chantier) est définie selon l'évaluation des risques du Donneur d'ordre et préciser dans la Fiche d'Expression des Besoins.

Les contrôles surfaciques seront réalisés par le titulaire selon la norme NF X 46-032 en vigueur.

9.9.4 Mesures dans eaux de rejet

Avant de rejeter les eaux dans le réseaux d'eau industrielle ou Eaux usées (EU) Eaux vannes (EV), le Titulaire réalise des analyses de matières en suspension (MES) conformément à la réglementation en vigueur et aux spécifications d'acceptation de ces réseaux. Si les résultats dépassent les seuils autorisés, le titulaire devra procéder à une opération de filtration et une nouvelle analyse.

Afin de limiter le chargement en matière des effluents, le titulaire prendra des dispositions nécessaires pour entreposer les cuves (exemple : bâchage des cuves).

9.10 GESTION DES DECHETS (POSTE 6)

Le Titulaire participe aux actions de mesure des flux de déchets organisés dans les centres et applique les procédures concernant la gestion des déchets.

9.10.1 Conditionnement des déchets

Le conditionnement et la manutention des déchets est à la charge du Titulaire.

➤ Déchets amiantés :

Les déchets d'amiante sont considérés comme des déchets dangereux. Ils sont soumis à de strictes conditions d'emballage, de transport et de traçabilité (du producteur CEA à l'éliminateur final). Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

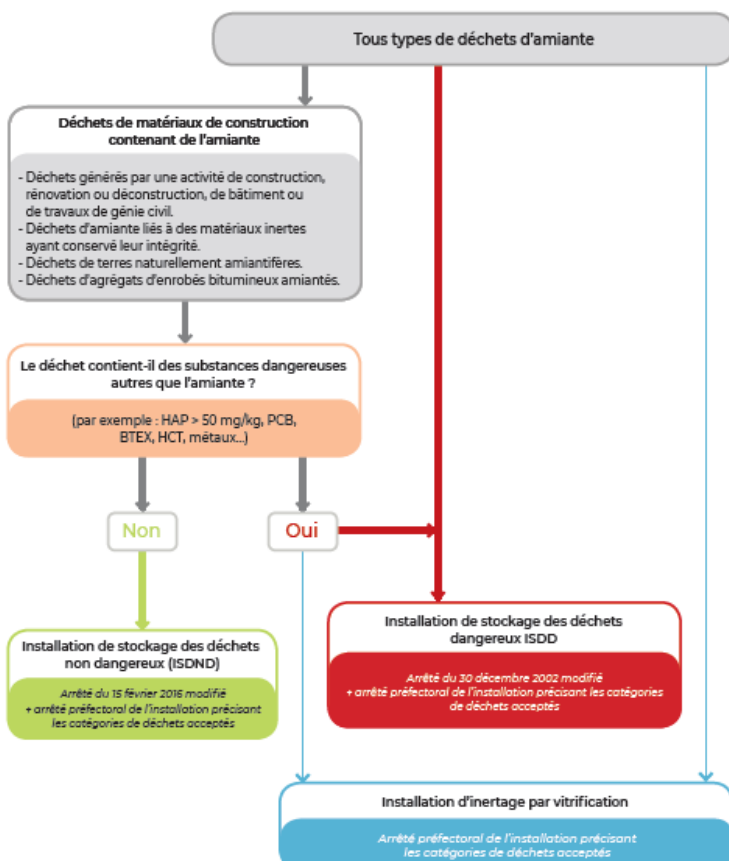
Le Titulaire est responsable du conditionnement des déchets amiantés conformément à la réglementation en vigueur et aux prescriptions imposées par le type d'amiante. La filière exutoire en fonction du type d'amiante est proposée par le Titulaire et validée par le CEA selon les dispositions de chaque centre (voir annexes spécifiques des centres).

La sortie des déchets de leur zone de production est réalisée après décontamination amiante des emballages. La procédure de sortie des déchets de la zone de chantier jusqu'à la zone de stockage temporaire du chantier sera décrite dans chaque PRE ou MOP.

La sortie des déchets de la zone de travail est effectuée par le « sas déchets ». L'impossibilité de recourir à la mise en place d'un sas déchets devra être justifiée dans le plan de retrait et les conditions d'utilisation du sas personnel pour la sortie des déchets doivent y être décrites (pour les chantiers avec confinement statique et dynamique).

Filières d'élimination

Extrait de la brochure INRS ED6028 Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets Guide de prévention Edition 2019 :



➤ Déchets combinés amiante/ plomb

Le choix de la filière d'élimination tient compte de la présence de plomb et l'acceptation définitive des déchets se fera sur la base des seuils définis dans l'arrêté préfectoral relatif à l'installation d'élimination.

Pour les déchets combinés amiante et plomb, la mention « présence de plomb » ou « avec plomb » sera précisée dans la demande de certificat d'acceptation préalable (CAP).

➤ Déchets FCR

Les déchets de FCR sont des déchets dangereux et doivent être collectés dans des sacs spéciaux et envoyés en installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou éliminés en centre d'inertage suivant le choix du CEA.

Les conditionnements de type amiante ne peuvent pas être utilisés pour les déchets FCR (pas d'identification amiante sur des déchets FCR).

Les déchets FCR sont séparés des déchets amiante quand cela est possible. En cas de mélange, les déchets sont assimilés à ceux de l'amiante.

➤ Déchets Plomb

Les déchets contenant du plomb peuvent être de différentes natures, et leur nature dangereuse ou non doit être précisée selon la teneur en plomb dans les déchets :

TENEUR EN PLOMB SUR MATIÈRE SÈCHE SUIVANT LE TEST DE LIXIVIATION	TYPE D'INSTALLATION DE STOCKAGE
< 0,5 mg/kg	Installations de stockage de déchets inertes (ISDI)
< 10 mg/kg ou critères définis par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'ISDND s'ils sont plus contraignants	Installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
< 50 mg/kg	Installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) sans stabilisation du déchet
> 50 mg/kg	Installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec stabilisation du déchet

Un plan de localisation de l'amiante mis à jour dans le périmètre du chantier.

Les déchets dangereux sont conditionnés dans des emballages étanches portant notamment la mention plomb.

Si le déchet n'est pas décontaminable, il devra faire l'objet d'un double conditionnement. Les conditionnements de ces déchets respecteront l'ensemble des prescriptions réglementaires prévues par l'ADR. Les déchets produits sont conditionnés au fur et à mesure de leur production.

➤ Déchets conventionnels

La gestion des déchets conventionnels est précisée dans les annexes des centres.

9.10.2 Entreposage temporaire des déchets pendant la durée du chantier

L'entreposage des déchets est spécifique à chaque prestation et devra être indiqué dans la FEB, le CCTP Spé ou dans le plan de prévention.

9.10.3 Evacuation des déchets

L'évacuation des déchets doit être conforme à la procédure d'évacuation des déchets de chaque centre (procédures précisées en annexe ou indiquées dans la consultation spécifique).

L'organisation et l'évacuation des déchets amiantés (y compris les EPI, matériaux de confinement, filtres...) est décrite dans l'annexe spécifique de chaque centre (soit à la charge du CEA via le contrat centre des déchets conventionnels ou à la charge du Titulaire).

Avant le démarrage des travaux, le Titulaire indique au CEA le prévisionnel des types de déchets amiantés prévus. Le CEA ou le Titulaire (voir annexe spécifique de chaque centre) effectue des demandes de certification d'acceptation préalable (CAP) auprès de la filière agréée de traitement.

Pour chaque unité de transport, un Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés ou Bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) pour les FCR ou plomb sera établi via Trackdéchets entre le CEA, l'entreprise de travaux et le transporteur.

Le transport des déchets vers la filière agréée de traitement sera pris en charge soit par le CEA via le contrat centre des déchets conventionnels soit par le titulaire (voir spécification annexe centre).

Les déchets sont dirigés vers l'exutoire le plus proche du centre concerné.

Dans tous les cas de figure, l'étiquetage des conditionnements, prévu par la réglementation sera pris en charge par le Titulaire.

9.11 FIN DE CHANTIER

9.11.1 Repli et nettoyage

Un nettoyage de la zone conformément à la réglementation est réalisé après la totalité des travaux.

Conformément à l'article 22 des CGA, le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages survenus sur le chantier pendant l'exécution des prestations. En conséquence, les réparations sont à sa charge.

9.12 CLOTURE DES TRAVAUX

La réception des travaux est prononcée à l'issue du chantier :

- après une visite de parfaite achèvement des travaux,
- et après acceptation du rapport de fin de travaux/intervention (RFT/RTI), contenant tous les éléments relatifs au chantier (notamment les mesures de niveaux d'empoussièrement, les certificats d'acceptation préalable des déchets, le retour des BSDA du centre éliminateur...).

Dans le cadre de la réalisation d'une opération d'encapsulage, le Titulaire remettra au CEA, avant le démarrage de la prestation, une attestation de cotisation au fonds des garanties décennales et une garantie décennale d'encapsulage.

10 MISSIONS ASSOCIEES ET GESTION DE L'ACCORD

10.1 VEILLE REGLEMENTAIRE

Le Titulaire doit informer le CEA de toute évolution de la réglementation amiante ou CMR (FCR, plomb) pendant la durée de l'accord.

10.2 GESTION DES DOCUMENTS

Tous les documents établis tout au long du contrat selon le format du Titulaire restent la propriété du CEA. Communiqués sur support informatique, ils peuvent être repris partiellement ou en totalité et être communiqués à un nouveau Titulaire lors du renouvellement du marché et le cas échéant après résiliation du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

La forme des documents informatisés doit être compatible avec les logiciels utilisés par le CEA (Word, Excel, Access, Adobe Acrobat).

10.3 COMPTE-RENDU DE REUNION

Chaque réunion et revue font l'objet d'un compte rendu ou d'un dossier de revue, en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis au Prescripteur CEA ou pilote du contrat, dans un délai de 8 jours suivant la date de réunion, pour acceptation, qui n'est en aucun cas un accord pour modification du contrat en cours. Le compte-rendu est ensuite diffusé aux participants.

10.4 REUNIONS

10.4.1 Réunion d'enclenchement de l'accord

Une fois le Marché notifié, une réunion d'enclenchement (par lot) de la prestation globale est organisée afin de valider les modalités d'organisation du Marché (correspondants, mode opératoire...).

Cette réunion d'enclenchement examine les points suivants :

- Présentation des interlocuteurs CEA ;
- Présentation des intervenants et de leur encadrement ;
- Avis du CEA sur le plan d'assurance qualité (PAQ) de l'accord ;
- Validation par les parties des modalités d'organisation.

Au cours de cette réunion, il est procédé à une revue du contrat et à l'examen du PAQ éventuel. Cette revue de contrat fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et approuvé par le Prescripteur CEA ou pilote du contrat. Le compte-rendu de la réunion est envoyé à minima aux pilotes technique et commercial nationaux du CEA.

10.4.2 Suivi de l'accord

Le CEA organise une réunion de suivi de l'accord-cadre si besoin. Le Titulaire transmettra aux pilotes technique et commercial nationaux un rapport d'avancement de l'accord-cadre tous les trimestres selon le modèle en annexe 3.

10.5 INTERFACES CEA / TITULAIRE

Le Titulaire doit désigner, au niveau national, un interlocuteur unique.

Dans la mesure du possible, cette personne doit rester la même durant la durée des prestations afin d'en garantir la continuité. Elle informera les pilotes nationaux de l'avancement des tâches et des difficultés éventuelles rencontrées. Cet interlocuteur est également chargé de faire respecter les directives et prescriptions relatives à l'accord-cadre, notamment l'application des procédures qualité et le maintien de la confidentialité.

L'organisation décrite ci-dessus sera fixée et opérationnelle au plus tard lors de la réunion d'enclenchement de la prestation.

Au cas où l'interlocuteur technique dûment désigné par le Titulaire est remplacé, ce dernier s'engage à en avertir le CEA de 15 jours à l'avance (sauf cas de force majeure). Une période de recouvrement d'une durée minimum de 15 jours (ou une durée négociée avec le CEA en fonction du marché) est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

ANNEXE N°1 : TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BI	Bon d'Intervention
BSD	Bordereau de suivi de déchets
BSDD	Bordereau de suivi de déchets dangereux
BSDA	Bordereau de suivi de déchets amiantés
CCT Spé	Cahier des charges technique spécifique
CD	Confidentiel Défense
CdE	Code de l'Environnement
CdT	Code du Travail
CE	Certificat de conformité
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CI	Chef d'Installation
COFRAC	Comité français d'accréditation
DAM	Direction des Applications Militaires
DES	Direction des EnergieS
DRT	Direction de la Recherche Technologique
DRF	Direction de la Recherche Fondamentale
DTA	Dossier Technique Amiante
EPI	Equipement de protection individuelle
ERP	Établissements recevant du public
FCR	Fibres Créamiques Réfractaires
FEB	Fiche d'expression de besoin
FLS	Formation Locale de Sécurité
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement
INB	Installation Nucléaire de Base
INBS	Installation Nucléaire de Base Secrète
ISE	Ingénieur Sécurité d'Etablissement
ISI	Ingénieur Sécurité d'Installation
MES	Matières en suspension
MOP	Mode Opérateur
PAQ	Plan d'Assurance Qualité
PDP	Plan de Prévention
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
PQP	Plan qualité particulier
PRE	Plan de Retrait et d'Encapsulage
RCI	Responsable de contrat d'installation
SDIS	Service Départemental de Secours et d'Incendie
SS3	Sous-section 3
SS4	Sous-section 4

SST	Service de Santé du Travail
VLEP	Valeur Limite d'Exposition Professionnelle

ANNEXE N°2 : TEXTES ET DOCUMENTS APPLICABLES

Décrets :

- [1] Décret n°2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail
- [2] Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- [3] Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- [4] Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- [5] Décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans
- [6] Décret n° 2013-914 du 11 octobre 2013 relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L. 4153-9 du code du travail pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans
- [7] Décret n°2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- [8] Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations
- [9] Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante
- [10] Décret n°2020-1546 du 9 décembre 2020 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques (FCR)
- [11] Décret n° 2022-1748 du 30 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante intitulée « DEMAT@MIANTE »

Arrêtés :

- [12] Arrêté du 6 mars 2003 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits
- [13] Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
- [14] Arrêté du 26 octobre 2007 relatif à la méthode de mesure à mettre en œuvre pour le contrôle de la valeur limite d'exposition professionnelle relative aux fibres céramiques réfractaires
- [15] Arrêté du 13 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
- [16] Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis

- [17] Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis
- [18] Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- [19] Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- [20] Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- [21] Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- [22] Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- [23] Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- [24] Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- [25] Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (+ JO du 18 mai 2013)
- [26] Arrêté du 26 juin 2013 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- [27] Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- [28] Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- [29] Arrêté du 1^{er} juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante
- [30] Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- [31] Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- [32] Arrêté du 1^{er} octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses
- [33] Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis

- [34] Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- [35] Arrêté du 25 juillet 2022 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs
- [36] Arrêté du 22 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante ainsi que des avenants et informations s'y rapportant ainsi que de déclarations aux organismes certificateurs en vue de la programmation d'opérations de surveillance dite DEMAT@MIANTE
- [37] Arrêté du 4 juin 2024 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- [38] Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique
- [39] Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Code du travail:

- [40] Travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure : articles R. 4511-1 à R. 4515-11
- [41] Travaux réalisés lors d'opérations de bâtiment et génie civil : articles R.4532-1 à R.4532-98
- [42] Suivi individuel renforcé de l'état de santé: articles R. 4624-22 à R. 4624-28
- [43] Dispositions particulières aux agents chimiques dangereux cancérigène, mutagènes et toxiques pour la reproduction : articles R. 4412-59 à R. 4412-93
- [44] Risques d'exposition à l'amiante : articles R. 4412-94 à R. 4412-148
- [45] Travaux exposant à l'amiante interdits à certains travailleurs : article D. 4154-1 (travailleurs temporaires et travailleurs sous contrat à durée déterminée)
- [46] Prévention de certains risques d'exposition : plomb et ses composés : articles R. 4412-152, R. 4412-156 à R. 4112-160 du code du travail

Circulaires, instructions et guides :

- [47] Circulaire DRT n°12 du 24 mai 2006 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et aux règles particulières à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.
- [48] Circulaire du 15 mai 2013 portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau routier national non concédé

- [49] Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux - Comité de Pilotage national « Travaux Routiers – Risques Professionnels » – 20 novembre 2013
- [50] Logigrammes DGT sur la distinction entre les interventions relevant de la sous-section 3 ou de la sous-section 4 mars 2015
- [51] Instruction n° DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Normes :

- [52] NF X46-020 - Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie
- [53] Norme NF X 46-010 - Travaux de traitement de l'amiante. Référentiel technique pour la certification des entreprises : Exigences générales
- [54] Norme NF X 43-050 - Qualité de l'air. Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission. Méthode indirecte.
- [55] FD X46-033 Guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7 - Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air
- [56] Norme XP X 43-269 - Qualité de l'air. Air des lieux de travail. Détermination de la concentration du nombre de fibres par microscopie optique en contraste de phase. Méthode du filtre à membrane.
- [57] Norme XP X 46-021 - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante.
- [58] NF X46-100 - Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité - Mission et méthodologie
- [59] NF X46-030 - Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb
- [60] NF X46-102 - Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers - Mission et méthodologie.

INRS

- [61] Dossier « AMIANTE – Protection de la population »
- [62] Dossier « AMIANTE – Protection des travailleurs »
- [63] ED 6091 – Guide de prévention – Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante
- [64] ED 6142 – Guide de prévention – Travaux en terrain amiantifère – Opérations de génie civil de bâtiment et de travaux publics
- [65] ED 109 – Fiche pratique de prévention - Les fibres céramiques réfractaires
- [66] ND 2189-191-03 – Cahiers de notes documentaires – Exposition professionnelle aux fibres céramiques réfractaires
- [67] ED 6374 Interventions sur les peintures contenant du plomb

ANNEXE N°3 : TRAME DU RAPPORT D'AVANCEMENT TRIMESTRIEL NATIONAL PAR CENTRE

Date de la consultation	Référence de la consultation	Interlocuteur CEA	Installation	Localisation (bât, pièce)	Type de travaux (SS3, SS4, FCR, plomb)	Détail de l'opération	Date de l'offre	N° de l'offre	Montant HT	Offre retenue (oui/non)	N° commande	Commentaires (motif rejet)

ANNEXE N°4 : CENTRES DE SACLAY ET FONTENAY-AUX-ROSES (LOT N°1)

Cf. document intitulé « Cahier des charges local SACLAY-FONTENAY-AUX-ROSES ».

ANNEXE N°5 : CENTRE DE MARCOULE (LOT N°2)

Cf. document intitulé « Cahier des charges local MARCOULE ».

ANNEXE N°6 : CENTRE DE CADARACHE (LOT N°3)

Cf. document intitulé « Cahier des charges local CADARACHE ».